

## Études d'histoire religieuse



# Catholicisme social, anticommunisme et nationalisme en Ontario français : le cas de figure du père Gustave Sauvé, o.m.i. (1930-1960)

François-Olivier Dorais

Volume 81, numéro 1-2, 2015

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1033252ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1033252ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

### Éditeur(s)

Société canadienne d'histoire de l'Église catholique

### ISSN

1193-199X (imprimé)

1920-6267 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

### Citer cet article

Dorais, F.-O. (2015). Catholicisme social, anticommunisme et nationalisme en Ontario français : le cas de figure du père Gustave Sauvé, o.m.i. (1930-1960). *Études d'histoire religieuse*, 81(1-2), 39–57. <https://doi.org/10.7202/1033252ar>

### Résumé de l'article

Cet article propose d'analyser l'itinéraire intellectuel et professionnel du père Gustave Sauvé o.m.i., lequel fut, entre 1930 et 1950, l'un des principaux publicistes chrétiens de l'Ontario français. Fondateur puis directeur d'une école d'Action catholique à l'Université d'Ottawa, figure d'avant-scène de la mouvance anti-communiste canadienne et directeur du Secrétariat de l'Association canadienne-française d'éducation de l'Ontario de 1944 à 1961, le père Sauvé constitue un cas d'étude privilégié pour mieux comprendre l'insertion, jusqu'ici peu étudiée, du catholicisme social en milieu francophone minoritaire. De même, l'action militante de cet oblat nous porte au coeur des mutations propres au catholicisme canadien-français d'avant 1960, plus particulièrement en ce qui a trait aux rapports évolutifs entre catholicisme et nationalisme, devenus facteurs de discordance durant l'entre-deux guerres. Sur ce point, cet article entend montrer que Sauvé, tout engagé qu'il fut envers sa mission apostolique, ne s'est jamais pour autant éloigné d'une exigence de combat national pour la survivance française en Ontario, inscrivant ainsi son action dans la mouvance du nationalisme groulxiste.

## Catholicisme social, anticommunisme et nationalisme en Ontario français : le cas de figure du père Gustave Sauvé, o.m.i. (1930-1960)<sup>1</sup>

François-Olivier Dorais<sup>2</sup>

**Résumé :** Cet article propose d'analyser l'itinéraire intellectuel et professionnel du père Gustave Sauvé o.m.i., lequel fut, entre 1930 et 1950, l'un des principaux publicistes chrétiens de l'Ontario français. Fondateur puis directeur d'une école d'Action catholique à l'Université d'Ottawa, figure d'avant-scène de la mouvance anti-communiste canadienne et directeur du Secrétariat de l'Association canadienne-française d'éducation de l'Ontario de 1944 à 1961, le père Sauvé constitue un cas d'étude privilégié pour mieux comprendre l'insertion, jusqu'ici peu étudiée, du catholicisme social en milieu francophone minoritaire. De même, l'action militante de cet oblat nous porte au cœur des mutations propres au catholicisme canadien-français d'avant 1960, plus particulièrement en ce qui a trait aux rapports évolutifs entre catholicisme et nationalisme, devenus facteurs de discordance durant l'entre-deux guerres. Sur ce point, cet article entend montrer que Sauvé, tout engagé qu'il fut envers sa mission apostolique, ne s'est jamais pour autant éloigné d'une exigence de combat national pour la survivance française en Ontario, inscrivant ainsi son action dans la mouvance du nationalisme groulxiste.

**Abstract :** *This article offers an analysis of the intellectual and professional journey of Father Gustave Sauvé, o.m.i., who was one of the main Christian publicists in French Ontario between 1930 and 1950. He was the founder and*

---

1. Une première version de ce texte a été produite dans le cadre d'un mémoire de baccalauréat soumis au département d'histoire de l'Université d'Ottawa en 2009 sous la supervision de Michel Bock. Nous tenons à le remercier vivement, de même que Caroline Lester et les évaluateurs anonymes de la revue, pour leurs précieux conseils et commentaires. Nous tenons également à souligner l'appui financier du Conseil de recherches en sciences humaines du Canada (CRSH).

2. François-Olivier Dorais est doctorant en histoire à l'Université de Montréal, où il poursuit des recherches en histoire intellectuelle et en historiographie du Canada français et du Québec contemporain. Ses intérêts de recherche s'étendent aussi aux francophonies minoritaires du Canada, qu'il étudie dans une perspective d'histoire des idées.

director of an Action catholique school at the University of Ottawa, a prominent figure of the Canadian anti-communist movement, as well as a director of the secretarial office of the Association canadienne-française d'éducation de l'Ontario from 1944 to 1961. As such, Father Sauvé constitutes a unique case study to better understand the insertion of social Catholicism in Francophone minority communities. Similarly, the militant action of this Oblate takes us to the heart of mutations specific to pre 1960 French-Canadian Catholicism, especially those relating to the changing relationship between Catholicism and nationalism, which became a divisive factor during the interwar period. This article therefore intends to show that Sauvé, as committed as he was to his apostolic mission, never diverted from his involvement in a national struggle for French survival in Ontario, in keeping with the groulxiste nationalist movement.

Pour peu que l'on s'intéresse aux grandes mutations du catholicisme au XX<sup>e</sup> siècle, on aura tôt fait de remarquer l'importance de la philosophie réformiste du catholicisme social. Celle-ci trouve sa traduction officielle dans les grandes encycliques papales *Rerum Novarum* (1891) et *Quadragesimo Anno* (1931), par lesquelles l'Église catholique entendait s'adapter au processus de modernisation des structures sociales du monde occidental dans le contexte de l'industrialisation, de l'urbanisation et des désordres sociaux qui en ont découlé. Fort du renouveau thomiste en Europe, qui lui aura donné sa principale armature intellectuelle, et porté par une nouvelle philosophie de l'action, le catholicisme social surgissait d'une double nécessité : celle d'abord de restaurer un ordre social chrétien en portant son message au cœur des réalités temporelles, et ensuite celle de faire contrepoids, d'un côté, à l'individualisme et au matérialisme triomphant de la culture libérale et, de l'autre, aux hérésies totalitaires alors en pleine ascension en Europe. Cette Église émerge au Canada français au cours de la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle dans le sillon de la découverte de la « question sociale »<sup>3</sup> et intensifie son déploiement dans les décennies qui suivent sous l'action conjuguée du Mouvement des retraites fermées, des Semaines sociales, de l'École sociale populaire (ESP), de la Ligue d'action corporative avec le concours des syndicats catholiques, de plusieurs publications, dont l'*Ordre nouveau*, et des mouvements d'action catholique, qui en constituent peut-être l'expression la plus achevée.

L'évolution du catholicisme social au Canada français a suscité, ces dernières années, un intérêt soutenu de la part de plusieurs chercheurs. Elle a été essentiellement abordée dans le contexte plus ou moins large de l'histoire syndicale, dans certaines études dispersées sur l'ESP, mais aussi, dans la récente floraison d'études pionnières menées sur le corporatisme d'association de l'entre-deux guerres et sur le rôle, longtemps mésestimé, de

---

3. Jean-Philippe WARREN, « La découverte de la « question sociale » : sociologie et mouvements d'action jeunesse canadiens-français », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 55, 4 (printemps 2002), p. 539-572.

l'Action catholique spécialisée et du personnelisme chrétien dans l'élaboration des finalités sociales qui ont inspiré les grandes réformes institutionnelles des années 1960<sup>4</sup>. La littérature spécialisée sur ces mouvements semble toutefois, hormis quelques rares exceptions, avoir passablement négligé l'étude de leur inscription chez les minorités françaises hors Québec. Cette situation nous semble en partie redevable au fait que l'intérêt renouvelé qu'ils ont suscité s'est surtout inscrit dans une problématique propre à l'espace national québécois, où il s'agissait d'abord et avant tout d'élargir le récit de son accès à la modernité et de mieux comprendre les origines de sa Révolution tranquille. Pourtant, le catholicisme social a essaimé à l'extérieur des frontières du Québec, où les mouvements d'action catholique y ont notamment trouvé diverses applications concrètes. En Ontario français, ils se sont implantés en milieu urbain, entre autres à Ottawa, Sudbury et Hearst, où ils ont trouvé relais auprès des expériences jécistes, jocistes ou encore dans l'Action catholique rurale<sup>5</sup>. Il faudrait aussi évoquer, à ce titre, la longue histoire du mouvement coopératif de langue française, actif dans les secteurs

---

4. Sans reprendre la totalité des études sur ces sujets, mentionnons, pour l'École sociale populaire : Joseph FRIGON, « Catholicism and Crisis : L'École sociale populaire and the Depression in Quebec, 1930-1940 », *Revue de l'Université d'Ottawa*, 45, 1 (1975), p. 54-70 ; G.-Raymond LALIBERTÉ, « Dix-huit ans de corporatisme militant. L'École sociale populaire de Montréal, 1933-1950 », *Recherches sociographiques*, 21, 1-2 (1980), p. 55-96 ; Gilles ROUTHIER, « La doctrine sociale et le mouvement catholique : l'École sociale populaire (1930-1936) », mémoire de maîtrise, Université Laval, 1980 ; Frédéric BOILY, « Une figure du catholicisme social canadien-français de l'entre-deux guerres : le père Joseph-Papin Archambault, s. j. », *Mens, Revue d'histoire intellectuelle de l'Amérique française*, 1, 2 (printemps 2001), p. 141-161 ; Chantale QUESNEY, « Quand "la maison signifiait quelque chose" : la famille selon l'École sociale populaire, 1918-1939 », *Histoire sociale / Social History*, 35, 1 (2002), p. 469-493. Sur le corporatisme social, voir notamment Pierre TRÉPANIÉ, « Quel corporatisme ? (1820-1965) », *Les Cahiers des Dix*, 49 (1994), p. 159-212 ; Dominique FOISY-GEOFFROY, *Esdras Minville. Nationalisme économique et catholicisme social au Québec durant l'entre-deux guerres*, Montréal, Septentrion, 2004, 176 p. ; Michel BOCK et E.-Martin MEUNIER, « Essor et déclin du corporatisme au Canada français (1930-1960) : une introduction » dans Olivier DARD (dir.), *Le corporatisme dans l'aire francophone au XX<sup>e</sup> siècle*, Berne, Peter Lang, 2011, p. 179-200. Sur les mouvements d'Action catholique au Québec, voir notamment E.-Martin MEUNIER et Jean-Philippe WARREN, *Sortir de la « Grande noirceur ». L'horizon « personnaliste » de la Révolution tranquille*, Québec, Les Éditions du Septentrion, 2002, 207 p. ; Louise BIENVENUE, *Quand la jeunesse entre en scène. L'Action catholique avant la Révolution tranquille*, Montréal, Boréal, 2003, 291 p. ; Jean-Philippe WARREN, « Le corporatisme canadien-français comme "système total". Quatre concepts pour comprendre la population d'une doctrine », *Recherches sociographiques*, 45, 2 (mai-août 2004), p. 219-238 ; Michael GAUVREAU, *Les origines catholiques de la Révolution tranquille*, Montréal, Fides, 2008, 457 p.

5. Voir notamment Melissa VERNIER, « L'Action catholique rurale du diocèse de Hearst : la fin d'un monde », *Revue du Nouvel-Ontario*, 30 (2005), p. 5-42 ; Michel BOCK, « Une guerre sourde : la rivalité Ottawa – Sudbury et la jeunesse franco-ontarienne (1949-1965) », *Quebec Studies*, 46 (automne 2008 - hiver 2009), p. 19-32.

du crédit, de l'agriculture, de la consommation et des services<sup>6</sup>. C'est aussi, et peut-être surtout, par l'action intellectuelle de certains clercs inspirés par la philosophie de la Doctrine sociale de l'Église, que ce courant a pu imprégner la vie intellectuelle des minorités françaises. Viennent immédiatement en tête des figures comme le père Albert Regimbald, fondateur au tournant des années 1950 du Centre des jeunes de Sudbury, le père Émile Bouvier, premier recteur de l'Université Laurentienne de Sudbury en 1960 mais surtout, le père Gustave Sauvé, dont la contribution est, sur ce plan, capitale.

Entre les décennies 1930 et 1950, le père Sauvé fut l'un des principaux publicistes chrétiens de l'Ontario français qui, par la tribune, la plume et le micro, s'efforça de porter les enseignements sociaux de l'Église aux masses et aux élites. Prédicateur dévoué, conférencier prisé, orateur hors pair, figure d'avant-scène de la mouvance anticommuniste canadienne, il a fondé puis dirigé, à l'Université d'Ottawa, un cercle d'étude sociale et une École d'Action catholique en plus d'avoir été directeur du Secrétariat de l'Association canadienne-française d'éducation de l'Ontario (ACFÉO) de 1944 à 1961. Il fut de la trempe des « chrétiens militants » qui, avec la même âme conquérante et « offensive » d'un Joseph-Papin Archambault, dont il était en quelque sorte le pendant franco-ontarien, suffisait à combler les ambitions des catholiques sociaux les plus convaincus de son époque. C'est donc à un double titre que son itinéraire nous intéresse ici : d'abord parce qu'il traduit un déploiement du catholicisme social en contexte franco-ontarien et, plus particulièrement, ottavien, où il œuvrera pour une bonne partie de sa carrière en s'adonnant principalement à la lutte active contre le communisme. Ensuite, parce que son action intellectuelle et militante nous porte au cœur des mutations propres au catholicisme canadien-français, plus particulièrement en ce qui a trait aux rapports évolutifs entre catholicisme et nationalisme, devenus facteur de discordance à compter des années 1930 suite aux directives pontificales controversées sur la politisation de l'action catholique. Sur ce point, nous montrerons notamment que Sauvé, tout engagé qu'il fût envers sa mission apostolique, ne s'est jamais pour autant éloigné d'une exigence de combat national pour la survivance française en Ontario, inscrivant ainsi clairement son action dans la mouvance du nationalisme groulxiste<sup>7</sup>.

---

6. Pour une introduction, on consultera Sylvie JEAN, *Histoire du mouvement coopératif en Ontario français*, Ottawa, Le Conseil, 1986, 44 p.

7. L'analyse contenue dans ce texte repose sur le dépouillement des archives personnelles de Gustave Sauvé entreposées aux Archives provinciales des Oblats de Marie immaculée (Richelieu) et au Centre de recherche en civilisation canadienne-française de l'Université d'Ottawa. Elle repose aussi sur un corpus d'articles et de résumés de conférences recueillis, de manière ciblée, dans les pages du journal *Le Droit*.

# 1. Vie et carrière

Issu d'une famille nombreuse et pieuse de Sainte-Scholastique, qui constitue aujourd'hui la ville de Mirabel au Québec, Gustave Sauvé fait son entrée au Collège Sainte-Thérèse-de-Blainville au seuil de la Première Guerre mondiale pour y compléter ses études classiques. Après un bref passage à la Faculté de médecine de l'Université de Montréal, il réoriente sa carrière vers la vie religieuse et sacerdotale puis est admis, en 1921, au noviciat des Oblats de Marie-Immaculée. Le maître des novices d'alors et provincial des oblats du Canada, le père Guillaume Charlebois, se souvient d'un homme «exemplaire», d'une «piété fervente, éclairée et constante» dont la «régularité, la mortification et le dévouement» exerçait déjà une influence sur ses collègues<sup>8</sup>. Dès juin 1923, Sauvé quitte pour le Scolasticat Saint-Joseph d'Ottawa après sa première oblation. Sous la direction des pères Anthime Desnoyers et Rodrigue Villeneuve, futur cardinal de Québec, il approfondit son savoir en philosophie, en théologie et en droit canonique, matières pour lesquelles il obtiendra un doctorat et deux baccalauréats<sup>9</sup>. Une fois ordonné prêtre et envoyé en obédience au scolasticat Saint-Joseph d'Ottawa, où il enseignera pendant quelques années, il complète un autre doctorat en sciences sociales à l'Université de Montréal. Sa thèse, intitulée *Un problème contemporain : le Communisme*, lui vaut en avril 1935 le Prix d'action intellectuelle décerné par l'Association catholique de la jeunesse canadienne-française (ACJC).

On peut dire de Sauvé qu'il est un homme d'action, un intellectuel-militant sollicité par la redécouverte du «social» des années 1920 et 1930, rompu à la Doctrine sociale de l'Église catholique et acquis à la méthode de l'action catholique, qui prend pour principal point d'appui la vie de la jeunesse et des travailleurs, appréhendée par l'enquête et l'expérience concrète<sup>10</sup>. Au cours des années trente, le père oblat est du groupe de professeurs qui gravite autour de l'ESP, dont le rayonnement et l'influence ne cessent alors de croître suite à la publication du Programme de restauration sociale. Il enseigne aussi aux sessions annuelles de l'École de formation sociale de Vaudreuil, l'une des œuvres de prédilection du père Joseph-Papin Archambault, qu'il tient en haute estime<sup>11</sup>. Les cours, pour la plupart offerts à un public d'étudiants venus des milieux populaires, portent sur la doctrine sociale, les encycliques

---

8. Conrad LEBLANC, o.m.i., «Le père Gustave Sauvé, o.m.i. 1899-1961», Les notices nécrologiques, Province Saint-Joseph (Montréal), sans date.

9. *Ibid.*

10. É.-Martin MEUNIER, *Le Pari personnaliste : Modernité et catholicisme au XX<sup>e</sup> siècle*, Fides, 2007, p. 84.

11. Sur ce point, il n'est pas inutile de faire remarquer que Sauvé signait certains de ses articles dans *Le Droit* sous le pseudonyme de «Pierre Olier», très proche du «Pierre Homier» qu'employait le père Archambault dans les pages de *l'Action française*.

pontificales, le syndicalisme catholique, le communisme, la morale des affaires et le corporatisme d'association<sup>12</sup>. Ils ont pour souci la diffusion et la vulgarisation des principes ordonnateurs d'un autre choix politique en marge des options libérale et communiste, une « troisième voie », qui, dans le souci de mettre l'Église en phase avec les réalités du monde moderne, trouverait sa réalisation dans un projet axé principalement sur l'organisation corporative, la famille patriarcale, le renforcement des sociabilités communautaires, la défense de la propriété privée nuancée par l'intérêt public et la restauration d'un ordre social chrétien. Quoique surtout tournée vers le problème social des temps urbain et industriel, l'ESP traite aussi avec emphase les thèmes de la nation et du patriotisme. Dans son discours, la libération nationale coïncide avec la libération sociale et s'annexe les réalités économiques. Le capitalisme libéral y est perçu comme un produit des grands industriels étrangers, principalement anglo-saxons et américains, qui maintient le peuple canadien-français dans une situation de dépendance économique<sup>13</sup>. Ce critère national s'intègre sur le même plan que la doctrine catholique. Proche de *L'Action française* du chanoine Groulx<sup>14</sup>, en qui elle trouve plusieurs de ses collaborateurs, l'École, Archambault en tête, défend une vision du catholicisme qui s'incarne dans la vie nationale en vue de créer une société de chrétienté vraiment humaine et nécessairement morale<sup>15</sup>. C'est donc dans cette mouture particulière du catholicisme social, c'est-à-dire celle qui s'inscrit dans le sillage des idées d'Henri Bourassa et surtout de l'abbé Groulx au début du XX<sup>e</sup> siècle, que Sauvé acquiert les principes qui guideront son engagement social et intellectuel. Nous y reviendrons.

La carrière de Sauvé gravite principalement autour de l'Université d'Ottawa, qui l'appuie dans son œuvre d'éducation sociale populaire et son apostolat mené auprès des masses au Québec et en Ontario. Fort de son expérience acquise au sein de l'ESP, il tentera, en quelque sorte, d'exporter

---

12. Richard ARÈS, « Le Père Joseph-Papin Archambault, S. J. et l'École Sociale Populaire : témoignage », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 35, 4 (1982), p. 577.

13. Gilles ROUTHIER, « L'ordre du monde. Capitalisme et communisme dans la doctrine de l'École sociale populaire, 1930-1936 », *Recherches sociographiques*, 22, 1 (1981), p. 20.

14. Nous en voulons pour preuve le parcours personnel de J.-P. Archambault, fondateur de la Ligue des Droits du français ainsi que rédacteur et animateur de sa revue, *L'Action française*. La liste des signataires de la seconde mouture du Programme de restauration sociale de l'ESP se compose aussi de plusieurs représentants de la jeunesse nationaliste de l'époque qui gravite autour de *L'Action française* : Esdras Minville, Philippe Hamel, V. -E. Beaupré, Albert Rioux, Dr J.-B. Prince, Anatole Vanier, Arthur Laurendeau, Alfred Charpentier, Wilfrid Guérin, René Chaloult.

15. Sur la sensibilité « nationaliste » de l'École sociale populaire et du père Archambault, on consultera Frédéric BOILY, « Une figure du catholicisme social canadien-français de l'entre-deux guerres : le père Joseph-Papin Archambault, s. j. », p. 155.

un modèle d'activité sociale similaire dans la capitale fédérale, en fondant, au début des années 1930, un cercle d'études sociales à l'Université d'Ottawa avec le concours du recteur R. P. Gilles Marchand. Aussi, participe-t-il, toujours à l'Université d'Ottawa, à la fondation d'une école d'études politiques qu'il dirigera de 1938 à 1943. Entre-temps, il met sur pied un Centre social (1940) qui abritera notamment une École d'Action catholique, dont il assurera la direction de 1936 à 1938 avant sa fermeture en 1942, pour une raison qui nous est malheureusement restée inconnue. L'école a une vocation strictement apostolique et se donne pour ambition de fédérer l'ensemble des mouvements d'ordre catholiques de la région d'Ottawa et de former des «chefs d'action catholique». Son programme comprend, entre autres, l'organisation de cours spécialisés pour les prêtres, les religieux et les laïcs, ainsi qu'un service d'apostolat et de vulgarisation liturgique<sup>16</sup>. Sauvé y élabore aussi un programme complet de cours et de conférences, où figurent des noms comme Jean-Baptiste Desrosiers de l'Université de Montréal ou encore Papin Archambault. L'École se fait aussi un devoir tout spécial de venir en soutien aux mouvements d'Action catholique spécialisée, en particulier les mouvements de jeunesse, dont certains, comme la Jeunesse Étudiante Catholique féminine et la jeunesse scolaire catholique, verront le jour pour la première fois à Ottawa<sup>17</sup>.

Ces multiples activités ne lui suffisent toutefois pas ; Sauvé souhaite atteindre la population catholique par autant de médiums possibles. Ses articles de journaux, ses brochures, ses tournées de conférences et ses films de propagande anticommuniste lui permettent de rejoindre un vaste public, comme en témoignent certaines de ses allocutions où l'affluence pouvait parfois atteindre les 1500 personnes<sup>18</sup>. Fasciné par le national-catholicisme du général Franco, il se rend en Europe à deux reprises, pour y entreprendre une tournée de conférences sur le communisme et le socialisme et pour se documenter de première main sur la guerre civile espagnole et la lutte anticommuniste menée par ses dirigeants. Pour mener à bien ses activités militantes, Sauvé bénéficie d'un appui important des autorités fédérales, qui lui fournissent une abondante documentation et des statistiques sur l'organisation communiste au Canada en plus de lui apporter un soutien dans

---

16. Archives de l'Université d'Ottawa, Fonds École d'Action Catholique (119), NB6600, Projet de fondation de l'École d'action catholique.

17. Archives provinciales des Oblats de Marie immaculée (désormais APOMI), Fonds Gustave Sauvé, JE321.C69R 4, L'Université d'Ottawa et l'Action catholique, mars 1937.

18. Ce fut notamment le cas lors d'une conférence prononcée par le père Sauvé le 11 octobre 1949 à la salle paroissiale de Saint-Marc, à Montréal (voir [s.a], « Catastrophe ou direction de Dieu », *Le Droit*, 11 octobre 1949).



ses demandes de subventions<sup>19</sup>. Il trouve également un soutien auprès des autorités de la province de Québec, notamment en la personne de Maurice Duplessis, qui lui expédie à quelques reprises des chèques confidentiels à son nom pour défrayer ses frais d'hôpitaux<sup>20</sup>.

Le père Sauvé orientera une bonne partie de sa carrière dans l'application concrète du catholicisme social en Ontario et au Québec, où il sera l'un de ses portes-voix les plus actifs. Dans sa conception, cela devait se traduire par une éducation à la fois religieuse, sociale et professionnelle menée auprès de la jeunesse et des travailleurs, à laquelle s'enjoignait une lutte vigoureuse contre le communisme, qui sera la pierre angulaire de son action intellectuelle durant les années 1930. Cet activisme social s'est aussi doublé d'une conception résolument nationaliste de l'apostolat et de la formation de la jeunesse catholique. Cette sensibilité pour la «question nationale» s'est tout particulièrement exprimée, comme nous le verrons, à partir du moment où il prendra à charge le secrétariat de l'ACFÉO après la Seconde Guerre.

## 2. La lutte contre le communisme

Pour un large contingent d'intellectuels de l'entre-deux-guerres, les années 1930 furent vécues sous le signe d'une crise profonde qui, selon le mot de Jean-Marie Domenach, portait d'abord la marque d'une «crise de civilisation<sup>21</sup>». Si le krach boursier de 1929 donne à cette crise une résonance concrète, l'événement venait surtout mettre au jour de profondes tensions inhérentes aux sociétés occidentales entre, d'un côté, une appréhension morale de la condition humaine et, de l'autre, une appréhension rationnelle, matérialiste et individualiste de celle-ci favorisée par l'expansion de l'économie et de la technocratie moderne<sup>22</sup>. Ce contexte allait créer un terreau favorable à l'enracinement d'une pensée révolutionnaire et de doctrines aux virtualités totalitaires, parmi lesquels on peut ranger la Russie soviétique et les expériences fascistes en Italie et en Allemagne. Au Canada français comme ailleurs, cette crise sera surtout envisagée dans les paramètres d'une décadence morale et spirituelle, mettant en cause tout un socle de valeurs

---

19. Voir notamment Université d'Ottawa, Centre de recherche en civilisation canadienne-française (CRCCF), C2/169/4, Lettre du ministre fédéral des transports en appui à Gustave Sauvé pour l'octroi d'une bourse de la fondation Ford, 7 février 1951.

20. Les archives personnelles de Gustave Sauvé font état de trois chèques reçus de la part du chef de l'Union nationale : 2000 \$ en août 1957, 200 \$ en avril 1958, 1000 \$ en octobre 1958. Ces montants versés par le Premier ministre servent surtout à défrayer les frais d'hôpitaux de Sauvé, assailli par une grave infection rénale au soir de sa vie.

21. Jean-Marie DOMENACH, *Emmanuel Mounier*, Paris, Seuil, coll. «Écrivains de toujours», 1972, p. 39.

22. Jean LAMARRE, *Le devenir de la nation québécoise selon Maurice Séguin*, Guy Frégault et Michel Brunet. 1944-1969, Québec, Septentrion, 1993, p. 209.

et de convictions énoncées depuis plus d'un siècle<sup>23</sup>. On retrace aisément, chez Gustave Sauvé, cette profonde angoisse face à un monde en plein renversement et sujet à être récupéré par des idéologies concurrentes. Ainsi, écrit-il au début des années 1930 :

Le monde contemporain se perd dans sa science, dans son luxe, dans sa volupté. Dieu se cache, se fait attendre, et durant ce temps où la terre est laissée à elle-même, nous assistons à la faillite de la justice, de la charité, de la paix sociale. L'idée de justice, en vérité, disparaît des consciences, et même les cœurs croyants se laissent convaincre par les doctrines nouvelles<sup>24</sup>.

Dans l'esprit des catholiques sociaux, ce constat d'un désordre moral autorisait une réévaluation en profondeur de l'engagement social et chrétien. Pour le dire à la suite d'É.-Martin Meunier, le catholicisme allait devoir passer « de l'autre côté du miroir » de façon à « imaginer une pastorale militante plus soucieuse des requêtes du temporel » et surtout, pour « ne plus craindre de proposer des projets de sociétés « chrétiennement inspirés »<sup>25</sup> ». Ces projets s'adressent d'abord à l'esprit de l'Homme, dans sa dimension spirituelle, d'où seul provient le mal moderne et, inversement, sa possible conjuration. La lutte contre le mouvement communiste, qui trouve alors de larges assises au sein de la classe politique canadienne et dans les milieux intellectuels catholiques, participe de cet effort de régénération spirituelle et morale.

La propagande anticommuniste du père Sauvé reprenait les grands axes de celle des militants de l'ESP, pour qui la doctrine de Moscou, par son système révolutionnaire et destructeur, portait atteinte à la loi naturelle et au principe d'ordre moral révélés par l'éthique chrétienne<sup>26</sup>. Cette propagande s'organisait principalement autour de la publication de brochures critiques et pédagogiques, pour la plupart publiées par les éditions de l'Université d'Ottawa, et par la tenue de conférences publiques, qu'il aurait livrées dans près de 400 localités à travers l'est du Canada et ce, à plus de 800 reprises entre 1938 et 1949<sup>27</sup>. « Véritable commis-voyageur de l'anti-communisme<sup>28</sup> » selon Marcel Fournier, Sauvé était convaincu que la « littérature de Moscou »

---

23. Voir notamment Fernand DUMONT, « Les années 30 : la première Révolution tranquille » dans Fernand Dumont, Jean-Paul Montminy et Jean Hamelin (dir.), *Idéologies au Canada français 1930-1939*, Québec, Presses de l'Université Laval, 1978, p. 1-20.

24. Université d'Ottawa, CRCCF, C2/169/4, Chapitre 3 : L'Athéisme bolchévique et la Morale catholique, sans date.

25. É.-Martin MEUNIER, *Le pari personnaliste*, p. 126.

26. Gilles ROUTHIER, « L'ordre du monde. Capitalisme et communisme dans la doctrine de l'École sociale populaire, 1930-1936 », p. 12.

27. APOMI, Fonds Gustave Sauvé, HEF262.G98L 53, Lettre du Père Sauvé adressée au recteur de l'Université d'Ottawa, Jean-Charles Laframboise, o.m.i., 13 février 1949.

28. Marcel FOURNIER, *Communisme et anti-communisme au Québec 1920-1950*, Montréal, Les Éditions coopératives Albert Saint-Martin, 1979, p. 25.

et les cercles d'études communistes avaient investi les grands centres français du Québec et de l'Ontario. Il s'inquiétait notamment de la situation des mineurs du Moyen Nord de la province ontarienne, où le Parti communiste canadien comptait selon lui près de 600 adhérents dans les régions de Timmins, Porcupine et Schumacher<sup>29</sup>. Ses brochures prenaient aussi à partie le Canadian Commonwealth Federation (C.C.F) de l'Alberta, dont le programme d'inspiration socialiste encourageait, selon lui, un contrôle trop centralisé de l'État dans des domaines névralgiques comme ceux de l'économie ou de l'éducation<sup>30</sup>.

Comme le soulignent Bock et Meunier, cette insistance contre le communisme et ses dérivés a de quoi surprendre dans le contexte du Canada français des années 1930, alors que les mouvements politiques et intellectuels de gauche se font plutôt rares. Selon ces derniers, la crainte dissimulerait surtout «une volonté de participer à l'imaginaire catholique romain de l'époque» et une peur de l'athéisme<sup>31</sup>. De fait, c'est d'abord par son irrégion que le communisme doit être combattu dans l'esprit de Sauvé et de l'ESP. Pour être plus précis, c'est en l'opposant à la philosophie thomiste, qui connaît alors une large diffusion dans l'enseignement universitaire francophone au Canada, que le père oblat structure son opposition philosophique à la doctrine communiste, plus particulièrement en tablant sur le statut anthropologique et théologique de l'homme et de sa destinée.

Chez Saint-Thomas, l'homme se compose de deux substances incomplètes formant un tout essentiel, l'âme spirituelle et le corps matériel, la spiritualité et l'animalité. Ces attributs distribuent sa puissance dans les deux ordres, lui permettant ainsi, rappelle Sauvé, «de connaître l'univers, de saisir les relations, les rapports des choses entre elles, d'arriver à la vérité». Cette constitution fondamentale de la nature humaine fournit en même temps à l'homme «toutes les énergies nécessaires et suffisantes pour évoluer dans l'univers où Dieu l'a placé». Et à Dieu, «il doit retourner par son action morale, c'est-à-dire, en faisant le bien et évitant le mal». Ainsi, la nature humaine désigne-t-elle d'abord «un être moral, un être venu de Dieu et qui doit retourner à Dieu<sup>32</sup>». C'est donc cette complémentarité entre le naturel et le surnaturel que Sauvé puise dans le thomisme. Au cœur de cette réalité

---

29. Gustave SAUVÉ, «Péris Rouge. Pour les Unions ouvrières», *Le Droit*, 10 avril 1948.

30. Gustave SAUVÉ, *Le Crédit social : Douglas et Aberhart*, Ottawa, Éditions de l'Université d'Ottawa, 1935.

31. M. BOCK et E.-M. MEUNIER, «Essor et déclin du corporatisme au Canada français (1930-1960) : une introduction», p. 185-186.

32. Gustave SAUVÉ, *Rome ou Moscou : le vrai sens du bolchévisme*, Ottawa, Les Éditions de l'Université d'Ottawa, 1933, p. 6 à 15.

mixte, à la fois spirituelle et incarnée, se façonne le lien puissant entre le divin et l'humain.

À l'entendement thomiste de l'Homme, Sauvé oppose l'entendement de l'Homme dans le marxisme, plus spécifiquement chez Lénine, le premier dirigeant de la Russie soviétique, en qui il retrouvait à la fois l'élaboration de la doctrine philosophique communiste et son application concrète dans l'Histoire. Ainsi, l'Homme de Lénine n'est que matière constituée pour la matière, pure partie matérielle du mécanisme collectif. Dépourvu de toute composante surnaturelle, il n'a de contact qu'avec les réalités terrestres et sensibles. C'est précisément cette vision anthropocentrique de l'Homme que réprouve Sauvé. Celle-ci procède, selon lui, d' « un renversement complet de la hiérarchie des valeurs humaines », où l'Homme n'existe que comme machine, sans aspirations spirituelles. « C'est avec raison, rajoute-t-il, qu'on peut appeler le léninisme « l'expérience économique divinisée ». Tout pour l'expérience sensible, matérielle ; l'expérience sensible, matérielle pour tout ». Le Dieu marxiste est alors « ce dieu « in fieri », dieu non spirituel, non imaginaire, mais dieu pratique, sensible, palpable<sup>33</sup> ».

La doctrine de Lénine chez Sauvé est mise ici sur le même pied que le divin, ce qui révèle une sorte d'affinité paradoxale entre le catholicisme social et le marxisme du point de vue de leur éthique de l'engagement. Sauvé lui-même ne cache d'ailleurs pas son admiration pour la discipline d'action de la jeunesse communiste, qu'il met régulièrement en contraste avec l' « affaiblissement assez évident de la vie vraiment chrétienne<sup>34</sup> » au Canada français. Si Sauvé, comme plusieurs autres catholiques sociaux, entend combattre le communisme sur son terrain, c'est donc aussi parce qu'il permet de mettre de l'avant, par effet d'émulation, le projet d'un catholicisme de l'action. Ainsi, le militant de l'action catholique apparaît-il régulièrement chez Sauvé sous les traits de l'« apôtre » ou du « soldat », qu'il s'agit de rassembler en « bataillons enthousiastes dans la puissante armée catholique<sup>35</sup> ». Ce rapprochement traduit une autre parenté, cette fois-ci dans l'exigence de « totalité » qu'ont en partage les solutions communiste et chrétienne. « Le communisme embrasse le tout de l'homme et de la nature et il a, comme le christianisme, des exigences radicales », explique Gilles Routhier. Dans ses divers caractères et sous ses différents aspects,

---

33. *Ibid.*, p. 18.

34. Gustave SAUVÉ, « En léthargie devant la montée du communisme », *Le Droit*, 6 avril 1950.

35. APOMI, Fonds Gustave Sauvé, [sans cote], Conférence de Gustave Sauvé intitulée « Le militant dans l'Action catholique », 1938.

«il est perçu comme une foi concurrente qui exige l'adhésion totale de ses fidèles<sup>36</sup>».

Au registre des auteurs qui lui servent de références et d'inspiration, les écrits de Sauvé sont étayés de références aux encycliques papales, par lesquelles il s'emploie à rappeler l'attitude de l'Église devant la question sociale. Il en appelle notamment à une servitude plus rigoureuse de la papauté, qui demeure «notre chef», «celui vers qui nous nous tournons pour retremper nos courages et intensifier nos espérances<sup>37</sup>». On retrouve aussi plusieurs références à Saint-Thomas, bien évidemment, mais aussi Saint-Augustin, Jean Brèthe de la Gressaye, Paul Chanson, Eugène Duthoit, Daniel-Rops. Le philosophe Jacques Maritain y trouve pour sa part une place de choix, en particulier son ouvrage *Antimoderne*, que Sauvé cite à plusieurs reprises en reprenant sa critique du communisme russe et de l'idéal rationaliste moderne<sup>38</sup>. La filiation éthique et idéologique avec l'auteur d'*Humanisme intégral* se comprend peut-être surtout par un effet de génération intellectuelle, alors que Maritain jouit d'un prestige incontestable auprès de la jeunesse canadienne-française érudite des années 1920 et 1930<sup>39</sup>. Elle s'explique aussi par le rattachement commun à la matrice intellectuelle du thomiste, dans laquelle Maritain fondait l'essentiel de sa critique de la modernité. Cette influence apparaît aussi dans l'insistance de Sauvé à rappeler le caractère sacré et transcendant de la «personne humaine». Cette dernière, toute façonnée de naturel et de surnaturel, est posée en solution contre le communisme, où la personne n'apparaît que comme individu, fait pour une fin strictement naturelle. À l'image de Maritain, Sauvé projette donc une pensée néo-thomiste, animée par de puissantes convictions personalistes. Celles-ci, irréductibles au personalisme chrétien d'Emmanuel Mounier, se réfèrent plutôt aux grandes aspirations personalistes qu'articule la pensée sociale catholique au XX<sup>e</sup> siècle, où la personne humaine et son supplément d'âme doivent primer sur les nécessités matérielles.

La formation déficiente, athéiste et amoraliste du communisme appelait une alternative doctrinale coordonnée sur un plan global et touchant l'agir social de l'homme dans toutes ses dimensions. Celle-ci devait du même coup offrir une réponse convaincante au libéralisme économique, dont le «régime

---

36. Gilles ROUTHIER, «L'ordre du monde. Capitalisme et communisme dans la doctrine de l'École sociale populaire, 1930-1936», p. 43.

37. Gustave SAUVÉ, «Connaître, aimer et servir le Pape», *Le Droit*, 6 mars 1948.

38. Gustave SAUVÉ, *Rome ou Moscou*, p. 13.

39. Marie MARTIN-HUBBARD, «Incursion personaliste chez les thomistes canadiens-français des années 1930 et 1940 : l'exemple de François Hertel», *Mens : revue d'histoire intellectuelle de l'Amérique française*, 6, 1 (automne 2005), p. 40.

individualiste<sup>40</sup> » et de concentration sectorielle en « trusts » avait créé, selon Sauvé, le terreau favorable à l'enracinement des doctrines socialiste et communiste. Un tel programme sollicitait une triple tâche économique, sociale et spirituelle qu'il articulera, entre autres, dans la promotion du corporatisme social et du coopératisme. Il serait fastidieux de rendre compte ici de l'ensemble des écrits et des conférences de Sauvé qui abordent ces deux doctrines. Ceux-ci s'inspirent, pour l'essentiel, des grands principes définis par les encycliques papales et les campagnes de propagande anticommuniste de l'ESP des années 1930. De ce point de vue, l'œuvre militante de Sauvé est moins celle d'un penseur que d'un vulgarisateur et d'un rassembleur d'idées. Relevons par ailleurs que l'oblat n'a pas cherché à définir une philosophie de la corporation (ni de la coopération) qui soit adaptable au contexte minoritaire particulier de l'Ontario français. Encore ici, ses idées rejoignaient plutôt celles qu'avaient articulées les catholiques sociaux de l'ESP sur la coopération et la solidarité dans l'entreprise, la responsabilisation du travailleur, l'autogestion et l'épanouissement des facultés de l'Homme. On pourrait attribuer cet impensé au fait que Sauvé agissait conformément à une vision « canadienne-française » du développement de la vie économique. En cela, il est peut-être un exemple révélateur parmi d'autres de la disjonction entre les visées ambitieuses du corporatisme social et sa difficile traduction dans les cadres sociaux concrets du Canada français, disjonction dans laquelle il faudrait peut-être lire l'une des causes précises de son échec<sup>41</sup>.

L'engagement social de Sauvé s'est aussi doublé d'un important effort d'éducation populaire toujours considéré dans l'optique d'un contre-discours à l'hydre à deux têtes que représentaient alors la doctrine marxiste et l'ordre libéral. Ce travail d'éducation populaire, souvent effectué auprès des jeunes, se faisait sentir dans tous ses domaines d'activités, et tout particulièrement sur les plans de la morale catholique et de la démocratie, la première étant convoquée comme une condition de maintien de la seconde. En effet, pour Sauvé, la défense de la démocratie allait de pair avec l'ennoblissement moral de l'Homme : « la vraie démocratie doit tenir compte, en premier lieu, de la dignité de la personne humaine, dignité surnaturelle, dignité morale, dignité spirituelle<sup>42</sup> ». Au nombre des moyens envisagés pour atteindre cette dignité, la préservation des structures hiérarchiques de la famille traditionnelle figurait au premier plan. En de nombreuses occasions, lors de conférences ou de causeries livrées en Ontario, le père Sauvé s'est indigné devant la « débâcle de la dignité conjugale », de l'accroissement du taux de

---

40. Gustave SAUVÉ, *La Corporation : sa nécessité et son rôle*, Ottawa, Les Éditions de l'Université d'Ottawa, 1936, p. 16.

41. Voir notamment Dominique FOISY-GEOFFROY, *Esdras Minville*.

42. Gustave SAUVÉ, « Le Chef de l'État espagnol », *Le Droit*, 2 décembre 1949.

divorces ou encore de la perte du « caractère fondamental » de la famille<sup>43</sup>. Comme le rappelle Chantale Quesney, cette représentation institutionnelle et fonctionnaliste de la famille, caractéristique des collaborateurs de l'ESP, procédait « d'une vision du Politique proprement solidariste sans pour autant être égalitaire<sup>44</sup> ». Par là, l'Église articulait un contre-discours suffisamment élaboré pour s'élever contre les conditions imposées par la critique sociale et religieuse des velléités modernes.

### **3. Sauvé à l'ACFÉO : conjuguer l'apostolat chrétien avec le domaine national**

Il s'agit maintenant d'examiner ce qui constitue le second pilier de la « carrière franco-ontarienne » de Sauvé, qu'il a conjugué avec son apostolat religieux et social. À compter de 1944, année marquant « une étape importante dans [sa] vie d'obédience », Sauvé succède à Arthur Joyal à la direction du Secrétariat de l'ACFÉO, qui est alors, depuis sa fondation en 1910, le principal organisme de concertation, de coordination, de revendication et de lutte de la communauté franco-ontarienne. Ce poste qu'il occupera jusqu'à son décès en 1961 - il en sera d'ailleurs le dernier titulaire oblat avant la laïcisation du conseil d'administration de l'organisme - fait de lui un acteur clé dans la mise en œuvre des priorités du comité exécutif de l'Association à l'heure où cette dernière est confrontée à une situation financière difficile et s'engage dans une importante réforme de ses structures internes<sup>45</sup>.

Depuis le milieu des années 1930, l'ACFÉO avait entrepris un virage prononcé vers le thème du patriotisme économique, en privilégiant tout particulièrement le développement du coopératisme et du réseau des caisses populaires. Sous l'action conjointe de l'Ordre de Jacques-Cartier (OJC) et de ses campagnes nationalistes de type économique, l'ACFÉO appuiera la création de près de soixante-dix Caisses populaires en Ontario durant les années de secrétariat du père Sauvé<sup>46</sup>. On devine aussi aisément l'influence que ce dernier a pu avoir sur les orientations privilégiées par l'Association durant ces années. Nous en voulons pour preuve la décision prise lors

---

43. Voir notamment [s.a.], « Mise en garde contre une “véritable débâcle de la dignité conjugale”. Conférence prononcée en la paroisse St-Charles d'Ottawa par le R. P. Gustave Sauvé, o.m.i. », *Le Droit*, 13 mai 1946.

44. C. QUESNEY, « Quant “la maison signifiait quelque chose” : la famille selon l'École sociale populaire, 1918-1939 », p. 475.

45. Marcel MARTEL, « Garder le cap dans une société en transformation : l'ACFÉO de 1944 à 1968 », à paraître.

46. Pierre OUELLET, « Éducation et économique 1927-1965 » dans Guy GAUDREAU (dir.), *Bâtir sur le roc : De l'ACFÉO à l'ACFO du Grand Sudbury (1910-1987)*, Sudbury, Prise de Parole, 1994, p. 70-71.

de son Congrès général de 1950 d'accorder une priorité à la lutte contre les « idéologies subversives » comme le communisme ainsi qu'à l'appui aux ouvriers franco-ontariens par une diffusion élargie des principes de la Doctrine sociale de l'Église<sup>47</sup>. À titre de secrétaire, Sauvé participe à l'organisation des Congrès généraux, des Semaines françaises, organise des cercles sociaux dans diverses localités de la province ontarienne et représente l'Association dans diverses manifestations à travers le pays. C'est toutefois dans le dossier scolaire qu'il laisse sa marque, plus particulièrement lors de la Commission Hope, instituée en 1945 par le gouvernement provincial pour faire enquête sur le système d'éducation en Ontario, au cours de laquelle il croise le fer publiquement avec certains représentants de l'Église protestante de l'Ontario pour défendre le maintien de l'enseignement catholique et français dans les écoles. Sauvé reprochera à la Commission, et tout particulièrement aux auteurs du mémoire no 113 de l'*Inter-Church Committee*, d'avoir formulé des recommandations « anti-démocrates » et « anti-canadiennes » en proposant de limiter le développement des écoles catholiques, et tout particulièrement celui des écoles franco-ontariennes<sup>48</sup>.

Pour Sauvé, la lutte pour la sauvegarde des écoles renvoyait alors à une nécessité plus large : celle du maintien de la fidélité des Canadiens français envers leurs exigences catholiques et françaises. À ses yeux, c'est à travers le mariage de cette double réalité, laissée en dépôt par l'histoire, que les francophones de l'Ontario pouvaient espérer rester fidèles à eux-mêmes. Au cours des années 1950, Sauvé prit la parole à de multiples reprises sous les auspices de divers organismes paroissiaux d'Ottawa pour sensibiliser la population francophone devant la baisse sensible des taux de vocation, notamment chez les jeunes. Il estimait que cet affaiblissement du caractère religieux des Franco-Ontariens était aggravé par la carence de « fierté française » chez les éducateurs francophones de la province. Au congrès de l'Université pédagogique d'octobre 1954, il s'en prenait aux éducateurs qui s'autorisaient, à tort selon lui, une ligne de partage entre leur vie catholique et leur enseignement :

Certains éducateurs entendent leurs élèves s'exprimer dans un langage mêlé d'anglicismes et cela les laisse absolument impassibles ; ils ne ressentent plus ce sursaut d'indignation que la fierté de la langue provoque instinctivement ; ils ne croient plus à la beauté du parler français ; ils ne croient plus à la valeur de la culture française [...] C'est dans la mesure où nos éducateurs seront intégralement catholiques et sincèrement franco-ontariens qu'ils formeront

---

47. *Ibid.*

48. Université d'Ottawa, CRCCF, C2/54/2, Commentaires du père Sauvé sur le mémoire de l'*Inter-Church Committee*, 1945.



une génération de jeunes Canadiens français qui, dans cette province feront l'honneur de leur Église et de leur Race<sup>49</sup>.

Dans le cadre de son travail à l'ACFÉO, Sauvé a toujours privilégié une action apostolique qui soit bien dirigée dans le domaine national. Pour lui, la vie des peuples était une exigence inscrite dans le plan de la Providence : « [U]n trop grand nombre oublie que le patriotisme est rattaché à la vertu de justice et que le peuple canadien-français comme tous les autres peuples entre dans le grand plan universel de Dieu<sup>50</sup> ». Le vrai patriotisme était, à ses yeux, celui qui puisait sa force dans une profonde vie spirituelle, laquelle, en retour, pouvait s'ériger en rempart des cadres de la vie nationale. Autrement dit, la nationalité et la religion devaient se nourrir l'une l'autre pour former un tout indissociable :

[T]ous nous essayons de réaliser le plan que la Providence a tracé pour chacun de nous. À ce plan nous répondons, dans le monde spirituel, par notre fidélité à l'Église et dans le domaine national par notre fidélité à notre race. *Nous n'avons pas à choisir*. Mon grand désir est de donner encore davantage à l'Église et à ma race, de tout faire pour élever notre peuple franco-ontarien et le pousser vers de plus vastes horizons, pour toujours le mettre en contact intime avec ses richesses spirituelles et culturelles<sup>51</sup>.

D'aucuns reconnaîtront à la lecture de ces lignes l'empreinte de la variante groulxiste du nationalisme canadien-français, pour qui le Canada français, à l'image des autres nations du monde, s'organisait selon un dessein providentiel. Dans l'esprit de Lionel Groulx, il n'y avait pas lieu de postuler une inadéquation entre le national et le spirituel, pas plus d'ailleurs qu'il ne devait y avoir primauté de l'un sur l'autre. Autrement dit, le temporel pouvait s'envisager comme une dimension orientée vers le spirituel, formant avec celui-ci, pour reprendre l'expression de Norman Cornett, un « universel-incarné<sup>52</sup> ». Dans ce cadre, l'universalisme catholique n'existait qu'en tant qu'on lui reconnaissait une incarnation culturelle. Cette conviction justifiait la défense des droits naturels et historiques des Canadiens français, héritiers légitimes d'un peuple de « fondateurs » venu répandre la civilisation européenne et catholique en Amérique<sup>53</sup>.

---

49. [s.a], « Mentalité catholique et fierté française chez nos éducateurs. Compte-rendu d'un sermon du père Gustave Sauvé donné au congrès de l'Unité pédagogique no. 6, à Kirkland Lake », *Le Droit*, 8 octobre 1954.

50. Gustave SAUVÉ, « Pourquoi devons-nous aider l'Association d'Éducation », *Le Droit*, 4 mai 1949.

51. (Nous soulignons en italique). Université d'Ottawa, CRCCF, C2/169/4, Discours de Gustave Sauvé prononcé à l'occasion de ses vingt-cinq ans de sacerdoce, juillet 1953.

52. Norman CORNETT, « The Role of Religion in Lionel Groulx's Nationalist Thought », *Thèse de Doctorat* (Philosophie), Université McGill, novembre 2002, 429 p.

53. Michel BOCK, *Quand la nation débordait les frontières. Les minorités françaises dans la pensée de Lionel Groulx*, Montréal, Éditions Hurtubise HMH, 2004, 452 p.

On soupçonne que ce mariage entre nationalité et religion, en autorisant une double vocation à la fois terrestre et transcendante, pouvait servir efficacement les visées « triomphalistes » d'une Église angoissée devant la faillite morale du libéralisme moderne et l'hérésie religieuse des totalitarismes européens. En ce sens, on pourrait dire que le nationalisme « groulxiste » de Sauvé prolongeait efficacement sa critique du communisme. De la même manière ce mariage venait-il légitimer, devant la menace anglo-protestante de la société majoritaire, les prétentions autonomistes de la minorité franco-catholique dans ses dimensions à la fois spirituelle et matérielle<sup>54</sup>.

Bien qu'il n'ait jamais entretenu de liens personnels avec Groulx, Sauvé atteste néanmoins une parenté idéologique forte avec celui-ci. Cette profession de foi nationaliste doit être située dans le contexte qui suit le pontificat de Pie XI, décédé en 1939. À cette époque, le Saint-Siège se méfie du nationalisme au motif qu'il porterait atteinte à la paix mondiale et, une fois érigé en Absolu, serait susceptible de prendre la forme d'un culte néo-païen<sup>55</sup>. La mise à l'Index de *L'Action française* de Paris en 1926 et l'excommunication des Sentinellistes du Rhode Island en 1928 avaient consacré cette nouvelle orientation de l'Église romaine en vertu de laquelle le catholicisme devait désormais se dédier d'abord à sa vocation universelle, en excluant toute compromission d'ordre politique ou nationale. Au Canada français, cette directive s'était traduite, à la fin des années 1930, par une décision controversée de son épiscopat d'exclure les mouvements de jeunesse à vocation nationaliste - à commencer par l'ACJC - de l'Action catholique spécialisée. Dorénavant, cette dernière ne devait plus chapeauter que des mouvements de jeunesse à vocation strictement catholique, sans égard aux préoccupations d'ordre nationale ou identitaire<sup>56</sup>.

Il semble que Sauvé, à l'image du « clan nationaliste » au Québec qui, comme Groulx et quelques évêques dont M<sup>gr</sup> Gauthier, M<sup>gr</sup> Courchesne et M<sup>gr</sup> Ross<sup>57</sup>, considéraient qu'il était impossible de séparer l'existence nationale des Canadiens français de leur mission de catholiques, ait plus ou moins souscrit à la tendance antinationaliste du Vatican. Au vu de ses prises de position publiques durant les années d'après-guerre, celui-ci aurait plutôt continué d'adhérer à une conception nationaliste de l'action catholique. On peut expliquer ce positionnement idéologique en partie par son passage à

---

54. Voir J.-P. WARREN, «Le corporatisme canadien-français...», p. 221-222; Michel BOCK et E.-Martin MEUNIER, «Essor et déclin du corporatisme au Canada français (1930-1960): une introduction», p. 199.

55. Jean-Claude DUPUIS, «La pensée religieuse de l'action française (1917-1928)», *Études d'histoire religieuse*, 59 (1993), p. 79.

56. Voir, à ce sujet Louise BIENVENUE, *Quand la jeunesse entre en scène*, p. 41-48.

57. Jean HAMELIN et Nicole GAGNON, *Histoire du catholicisme québécois. Le XX<sup>e</sup> siècle. Tome 1 1898-1940*, Montréal, Boréal Express, 1984, p. 430.

l'ACFÉO, un organisme de facture plutôt nationaliste à l'époque comme en fait foi la collaboration intime qui l'unissait à la chancellerie de l'Ordre de Jacques-Cartier, dont le siège social était également situé à Ottawa<sup>58</sup>. C'est aussi, il faut le rappeler, sous la bienveillance de l'ACFÉO que fut fondée, en 1949, l'Association de la jeunesse franco-ontarienne (AJFO), un organisme lui aussi très proche des idées du chanoine Groulx dans ses premières années d'existence, voué à la défense des droits historiques des francophones et à la formation d'une relève de « chefs » nationalistes en Ontario français<sup>59</sup>. L'AJFO put d'ailleurs, dès ses débuts, compter sur l'appui et la collaboration du père Sauvé, qui tint une conférence sur le communisme lors de sa première manifestation publique quelques mois après sa fondation<sup>60</sup>.

Ainsi, l'implication de Sauvé dans les rangs de l'ACFÉO put l'encourager à poursuivre une action catholique de type « nationaliste » auprès des francophones de l'Ontario, ceci à l'heure où une partie de l'épiscopat estimait pour sa part qu'une politisation du religieux était susceptible d'entacher la transcendance de l'Église. On ne saurait exclure que le contexte minoritaire dans lequel se trouvent les Franco-Ontariens, où l'enjeu de l'assimilation linguistique et culturelle se pose avec une acuité particulière, avait dû fortifier ses convictions quant à la nécessité de défendre un catholicisme social plus « incarné ». Cela étant, tout porte à croire que l'homme jouait quand même de prudence et préférait éviter une confrontation directe avec ses collègues sur ces enjeux. En effet, rares sont les moments où, dans ses écrits, il aborde de front l'enjeu de la politisation de l'action catholique ou encore, la question du « nationalisme » à proprement parler, terme qu'il préfère d'ailleurs substituer par celui de « patriotisme », comme pour en atténuer la teneur. On recense aussi plusieurs textes et comptes rendus de conférences dans lesquels Sauvé insiste sur l'importance d'étudier la langue anglaise pour faciliter l'adaptation des Franco-Ontariens à leur milieu socio-économique mais aussi, en témoignage de « preuve de la largeur d'esprit des éducateurs Canadiens français<sup>61</sup> ». Il est tentant de penser que cette propension à la modération et à la conciliation avec l'élément anglo-saxon apparaissait comme une stratégie circonspecte pour ne pas susciter l'hostilité de la majorité anglaise et, accessoirement, celle de Rome. Cette

---

58. À preuve, l'ACFÉO fut, de 1953 à 1963, successivement présidée par deux anciens dirigeants de l'Ordre de Jacques Cartier, Gaston Vincent et Aimé Arvisais. Au cours des années 1940, les deux organismes collaboreront dans divers dossiers, allant jusqu'à faire de l'ACFÉO, selon le mot Pierre Ouellet, un « organisme d'extériorisation » de la société secrète. (Pierre OUELLET, « Éducation et économique 1927-1965 », p. 74).

59. Michel BOCK, « Un exemple de "groulxisme" appliqué : l'Association de la jeunesse franco-ontarienne de 1949 à 1960 », *Cahiers Charlevoix*, 7 (2007), p. 277-331.

60. [s.a.], « Flamme dans la nuit », *Le Droit*, 10 mars 1950.

61. [s.a.], « Le R.P.G. Sauvé, o.m. i. explique ce que veulent les Franco-Ontariens », *Le Droit*, 24 juillet 1946.

prudence dans le discours était aussi probablement liée à sa propre situation professionnelle, où Sauvé devait à la fois honorer son mandat à l'ACFÉO et son affiliation institutionnelle avec l'Université d'Ottawa. Cette double fidélité impliquait assurément une double vigilance, alors que plusieurs représentants des milieux associatifs canadiens-français, dont ceux de la Société Saint-Jean Baptiste de Montréal et certains de l'ACFÉO, accusaient l'institution universitaire de favoriser l'anglicisation des francophones en Ontario<sup>62</sup>. Qui plus est, l'implication de Sauvé dans quelques conflits de personnalités, notamment auprès de l'archevêque de Toronto, le Cardinal McGuigan, l'incitait probablement à pondérer ses prises de position publiques<sup>63</sup>.

---

62. Roger GUINDON, o.m.i., *Coexistence difficile. La dualité linguistique à l'Université d'Ottawa. Volume 3 : 1936-1965*, Ottawa, Presses de l'Université d'Ottawa, 1989, p. 110. Sauvé lui-même craignait d'ailleurs que cette situation ne provoque son renvoi de la Maison centrale de l'Université d'Ottawa, à en croire une lettre expédiée à son recteur en 1950. (APOMI, Fonds Gustave Sauvé, HEF262.G986L 95, Lettre du père Sauvé au recteur de l'Université d'Ottawa, Rodrigue Normandin, o.m.i., 7 juillet 1952).

63. C'est la conclusion qu'il faut tirer d'une lettre d'Albert Sanschagrin o.m.i., supérieur provincial des oblats de l'est du Canada, datée du 19 août 1957 dans laquelle il fait écho à une précédente lettre accusatoire du cardinal M<sup>e</sup>Guigan à l'endroit de Gustave Sauvé concernant son travail réalisé dans le diocèse de Toronto, plus particulièrement en ce qui a trait à la fondation de paroisses, à l'organisation d'école bilingue et à son attitude vis-à-vis la souscription diocésaine. Ces accusations, dont nous n'avons pu établir la nature exacte, auraient été vécues par le P. Sauvé comme une « épreuve » difficile et l'auraient contraint à ne plus pouvoir mettre les pieds dans le diocèse de Toronto. (CRCCF, C2/169/4, Lettre d'A. Sanschagrin, o.m.i. adressée au supérieur général des Oblats, 19 août 1957).